



**Audit – Bureau d'Angers**  
4 rue Papiou de la Verrie  
BP 70948

49009 Angers Cedex 01

T : +33 (0)2 41 66 77 88

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

## **LA CHEVALERIE**

Association

Siège social : 140 Route d'Andard  
49800 TRELAZE

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.  
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

## LA CHEVALERIE

Association

Siège social : 140 Route d'Andard  
49800 TRELAZE

---

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association LA CHEVALERIE,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **LA CHEVALERIE** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### *Observation*

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable lié à l'application du règlement ANC n°2022-06.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note de l'annexe « Principes spécifiques au secteur associatif médico-social » fait référence au plan comptable spécifique 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ainsi qu'au plan comptable 2022-06 pour le cadre de référence.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier le caractère approprié des principes comptables appliqués et la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport financier du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Président et dans les autres documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Angers,

La Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO



Angéline OGER

## COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

---

Bilan Actif des Associations et Fondations		Association La Chevalerie		
Multi-Dossiers : CHE - CHA - Périodes de : 01/2024 à 12/2024				
ACTIF	Brut 2024	Amortissement 2024	Net 2024	Net 2023
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	8 874	3 276	5 598	7 817
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	51 414	28 856	22 558	3 190
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	160 256	11 493	148 762	39 407
Constructions	4 652 498	3 396 636	1 255 861	1 378 885
Installations techniques, matériel et outillage industriel	375 513	283 529	91 985	105 920
Autres immobilisations corporelles	483 910	353 869	130 040	134 990
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	5 907		5 907	
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	123 493		123 493	112 732
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 867		4 867	3 012
TOTAL I	5 866 731	4 077 659	1 789 072	1 785 953
Actif circulant		0	0	0
Stocks et en cours	5 115	0	5 115	6 884
Avances et acomptes	9 274		9 274	3 833
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	121 119	2 154	118 966	125 748
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	25 584		25 584	48 211
Valeurs mobilières de placement	660 070		660 070	963 468
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	777 882		777 882	580 502
Charges constatées d'avance	9 835		9 835	8 942
		0	0	0
TOTAL II	1 608 879	2 154	1 606 726	1 737 588
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	7 475 610	4 079 813	3 395 797	3 523 541

Bilan Passif des Associations et Fondations		Association La Chevalerie	
Multi-Dossiers : CHE - CHA - Périodes de : 01/2024 à 12/2024			
PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023	
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires	21 342	21 342	
Fonds propres complémentaires	8 658	8 658	
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds statutaires	0	0	
Fonds propres complémentaires	0	0	
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0	
Réserves pour projet de l'entité	888 367	852 517	
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	888 367	852 517	
Autres réserves	195 000	186 000	
Report à nouveau	-95 113	-77 274	
dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales	0	0	
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées	840	871	
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	0	10 000	
dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs	0	0	
dont charges des activités SMS de prise en compte différée	-86 256	-78 448	
Résultat en attente d'affectation	0	0	
dont résultat hors activités sociales et médico-sociales	0	0	
dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées	0	0	
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	0	0	
Excédent ou déficit de l'exercice	17 130	27 011	
Situation nette (sous total)	1 035 384	1 018 254	
Fonds propres consommables	0	0	
Subventions d'investissement	0	205	
Provisions réglementées	520 785	560 290	
Droits des propriétaires - (Commodat)	0	0	
TOTAL I	1 556 169	1 578 749	
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0	
Fonds dédiés	45 000	0	
TOTAL II	45 000		
PROVISIONS			
Provisions pour risques	46 085	46 585	
Provisions pour charges	411 795	427 973	
TOTAL III	457 880	474 558	
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	757 182	833 194	
Emprunts et dettes financières diverses			
Avances et acomptes reçus sur commande	0	8	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	79 112	126 046	
Dettes des legs ou donations	0	0	
Dettes fiscales et sociales	499 556	489 136	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		4 844	
Autres dettes	899	8 087	
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		8 920	
TOTAL IV	1 336 749	1 470 234	
Ecart de conversion Passif (V)			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 395 797	3 523 541	

## Compte de Résultat des Associations et Fondations

Association La Chevalerie

Multi-Dossiers : CHE - CHA - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	2 105	2 082
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	4 121	4 721
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	556 822	539 402
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 617 030	3 558 280
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	3 616 824	3 558 280
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	9 489	3 907
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	257 654	139 883
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	86 152	61 324
<b>TOTAL I</b>	<b>4 533 373</b>	<b>4 309 599</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	228	227
Variation de stock		392
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Variation de stock	1 769	-1 216
Autres achats et charges externes	746 103	761 618
Aides financières	330	
Impôts, taxes et versements assimilés	310 533	297 747
Salaires et traitements	2 160 021	2 008 782
Charges sociales	878 062	798 329
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	336 486	387 415
Report en fonds dédiés	45 000	
Autres Charges	636	515
<b>TOTAL II</b>	<b>4 479 168</b>	<b>4 253 809</b>
<b>1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>54 205</b>	<b>55 790</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	321	159
Autres intérêts et produits assimilés	8 450	2 578
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 923	16 374
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	20 835	407
<b>TOTAL III</b>	<b>38 530</b>	<b>19 518</b>



	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	12 567	13 908
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	6 225	
<b>TOTAL IV</b>	<b>18 791</b>	<b>13 908</b>
<b>2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>19 738</b>	<b>5 610</b>
<b>3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>73 943</b>	<b>61 400</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		203
Sur opérations en capital		436
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 023	2 486
<b>TOTAL V</b>	<b>3 023</b>	<b>3 125</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	640	799
Sur opérations en capital		256
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	58 296	36 450
<b>TOTAL VI</b>	<b>58 936</b>	<b>37 505</b>
<b>4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-55 913</b>	<b>-34 380</b>
<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>	<b>900</b>	<b>9</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>4 574 925</b>	<b>4 332 242</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>4 557 795</b>	<b>4 305 230</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>17 130</b>	<b>27 011</b>

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	-33 725	-30 946
<b>TOTAL</b>	<b>-33 725</b>	<b>-30 946</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	33 725	30 946
<b>TOTAL</b>	<b>33 725</b>	<b>30 946</b>



## **ANNEXE**

#### **4) DESCRIPTIONS RELATIVES AUX P.M. DE DROIT PRIVÉ À BUT NON LUCRATIF<sup>1</sup>**

##### **Description de l'objet social<sup>2</sup>**

L'association La Chevalerie a pour objet « de favoriser toutes les actions d'aide aux personnes en situation de handicap, telles que définies dans les projets associatif et d'établissement, en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie, de l'adaptation des techniques aux handicaps et du soutien des structures psychiques, morales et affectives des personnes accompagnées. »

##### **Description des activités ou missions sociales réalisées<sup>3</sup>**

Son activité principale est la gestion d'un établissement médico-social (de type EANM<sup>4</sup>), accompagnant 73 adultes porteurs de handicap (mental et/ou psychique), au sein de trois dispositifs :

- Hébergement collectif en foyer de vie (FV) ;
- Logement accompagné en ville (SLAM-Service de Logement Accompagné en Milieu ordinaire) ;
- Accueil de jour (CAJ-Centre d'Activités de Jour).

Les comptes annuels de cette activité « sous gestion contrôlée » sont présentés sous forme de Compte Administratif, soumis à l'approbation d'une autorité de tarification, le Conseil Départemental de Maine-et-Loire.

Ses autres activités associatives complémentaires : organiser ou contribuer à des événements festifs avec les proches des personnes accompagnées ; mettre à disposition certains équipements dans une visée institutionnelle ou partenariale ; vendre les prestations et réalisations des adultes accompagnés, majoritairement pour les réinvestir dans des projets collectifs à leur bénéfice ; participer au tissu social local et aux réseaux médico-sociaux... Les comptes des activités associatives « sous gestion propre » sont approuvés par le Conseil d'Administration. Combinés avec ceux de l'activité médico-sociale, ils forment les comptes annuels de l'association (voir page 10).

##### **Description des moyens mis en œuvre**

Pour réaliser ses missions, l'association dispose d'un large panel de ressources : humaines (plus de 58 ETP professionnels couvrant une vingtaine de métiers) ; immobilières (4 000 m<sup>2</sup> couverts, piscine d'été, salle de sports polyvalente...) ; matérielles (flotte de véhicules, cuisine pédagogique, ateliers, salle de motricité, informatique...) ; logistiques (cuisine centrale pour des repas confectionnés sur place, lingerie intégrée, atelier maintenance, salles de réunions avec vidéo-projection...) ; immatérielles (plus de trente ans d'expérience en matière de handicap, notoriété locale, agilité des petites structures...).

Elle bénéficie d'un environnement naturel et géographique d'exception : en proximité géographique du centre-ville de Trélazé et d'Angers (voisinage de commerces, fermes pédagogiques, centres équestres, site ardoisier, chemins de randonnées, lieux culturels, arrêts de bus et de cars départementaux...) ; une propriété clôturée de 2,5 hectares incluant de nombreux espaces verts aménagés, un parc « arboré reconnu », deux jardins (fleurs et potager), un verger, des appartements loués auprès de bailleurs sociaux (type 2 ou 3) tous situés en ville de Trélazé ou St-Barthélémy-d'Anjou...

##### **Faits caractéristiques intervenus au cours de l'exercice**

Un ancrage renforcé sur le territoire, avec la réponse favorable du Conseil Départemental de Maine-et-Loire pour l'extension du SLAM (+ 4 places 2024/2025 et + 10 places à l'horizon 2026/2027).

<sup>1</sup> Les personnes morales (P.M.) procèdent à certaines descriptions de leurs activités (art.431-2 Règlement ANC n° 2018-06)

<sup>2</sup> Extrait de l'article II des Statuts approuvés par l'Assemblée Générale du 13 septembre 2024

<sup>3</sup> Inspiré du Projet Associatif, Chapitre IV Activités et environnement, pages 18 à 20

<sup>4</sup> AENM : Établissement d'Accueil Non médicalisé

## PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence et d'image fidèle, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Changement de méthode comptable

Cet exercice 2024 est le premier exercice d'application de la **réforme** actée par l'Autorité des Normes Comptables (ANC), issue du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, avec application anticipée possible.

Le règlement modifie essentiellement le paradigme sur les flux exceptionnels, comptabilisés en résultat exceptionnel uniquement s'ils concernent réellement des produits et des charges « directement liés à un événement majeur et inhabituel » (art. 513-5) et supprime la technique du transfert de charges.

### Note sur la précédente réforme

Issue des règlements ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif<sup>5</sup> et n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales<sup>6</sup>, elle est appliquée pour la présentation des comptes depuis l'exercice 2020.

#### Principes comptables maintenus malgré la réforme de 2020

Depuis l'exercice 2006, le compte 142 *Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations* est utilisé en vue de compenser un écart passé (concernant les reconstructions des années 90) entre les plans d'amortissement (sur 30 ans) et la durée de remboursement des emprunts (sur 20 ou 22 ans), et non pour un investissement à venir (selon l'instruction codificatrice n° 09-006-M22 du 31 mars 2009).

Eu égard à la nature de cette provision, destinée à équilibrer le Fonds de Roulement Investissement avec un traitement comptable du compte 142 modifié, il n'a pas été procédé à son reclassement en fonds dédiés (compte 1921), tel que prévu à l'article 164-16<sup>6</sup>, qui aurait supprimé son fondement d'origine. L'apurement de cette provision réglementée, compensant la poursuite de la dotation d'exploitation aux amortissements (6811), est par symétrie comptabilisée par un compte de reprise d'exploitation (7815), afin de conserver la charge et le produit au même niveau du résultat par nature d'opération.

Également, certaines prises en charge sont acceptées par le Conseil Départemental de Maine-et-Loire, l'unique autorité de tarification de l'établissement, et maintenues :

- Les indemnités de fin de carrière (IFC), partiellement provisionnées ;
- la mise en réserve des plus-values sur cession d'actif (dans le cadre des articles R314-81 et R314-95 du CASF).

<sup>5</sup> Règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

<sup>6</sup> Règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.



## Principes comptables modifiés par la réforme de 2020

Pour tous les autres comptes des fonds propres, la réforme a apporté nombre de modifications :

- a) « L'entité gestionnaire distingue, dans ses fonds propres, les fonds propres restituables à des autorités de tarification par ses établissements selon les dispositions de l'article L. 313-19 du code de l'action sociale et des familles [...Ils] constituent les fonds propres de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée. » (article 131-1<sup>6</sup>). Les fonds propres concernés sont le résultat, le report à nouveau et les réserves ;
- b) La nomenclature des éléments en instance d'affectation (comptes 11) a été particulièrement remaniée. Les corrections de résultat par l'autorité de tarification sont toutes regroupées dans les subdivisions des comptes 115, disparaissent ainsi : les comptes 114 au profit des 11591 pour les « charges rejetées » ; les comptes 116 au profit de 11592 pour les « charges dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée » (telles que les dettes pour congés à payer) ;
- c) Le mécanisme des fonds dédiés (comptes 19) est redéfini par le règlement ANC 2018-06 et, sauf exception (page 8), les provisions pour renouvellement des immobilisations y sont désormais imputées.

## Principes spécifiques au secteur associatif médico-social

L'association La Chevalerie étant une institution médico-sociale, telle que définie à l'article L311-1 du CASF, les Comptes Annuels sont établis :

- **Pour la présentation des documents de synthèse :**
  - Conformément aux modèles prévus par le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
  - Respectant l'esprit du décret en Conseil d'État n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, actualisé en 2020<sup>7</sup>.
- **Pour la nomenclature des comptes, d'après le :**
  - Plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, arrêté du 15 décembre 2020 (instruction **M22**), à l'exception des comptes ci-dessous ;
  - Plan comptable des associations et des fondations pour de nombreux comptes de la classe 1, la classe 5 et quelques comptes spécifiques, en application des dispositions réglementaires de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) :
    - N° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif au Plan comptable **pour le cadre de référence** ;
    - N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des **personnes morales de droit privé à but non lucratif** ;
    - N° 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux **activités sociales et médico-sociales** gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
  - Et le plan comptable général pour les comptes non prévus aux nomenclatures ci-dessus.

Dans le respect des principes spécifiques de l'instruction M22, les produits à la charge de l'assurance maladie, de l'État et/ou du département sont comptabilisés dans des subdivisions du compte 73 : « "Concours publics" en fonction des modalités propres au dispositif concerné<sup>5</sup>. »

<sup>7</sup> Arrêté du 15 décembre 2020 modifiant des modèles de documents prévus dans le chapitre IV du titre Ier du livre III du code de l'action sociale et des familles

Dans cet article 142-9, l'ANC précise les contours de la terminologie « concours public » comme étant une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire.

### **Combinaison des comptes annuels**

Ces Comptes Annuels présentent les comptes combinés de l'association La Chevalerie qui regroupent :

- Les activités associatives (hors gestion contrôlée de tiers financeurs), intrinsèquement liées à la personne morale et retenues comme entité combinante ;
- Les activités médico-sociales de l'EANM La Chevalerie (sous contrôle de tiers financeurs), gérées par l'association et unique autre entité combinée.

Les règles d'élaboration sont les suivantes :

- Cumul des comptes des entités faisant partie du périmètre des comptes combinés à partir de plans comptables homogènes ;
- Élimination des comptes réciproques (actifs et passifs) ;
- Enregistrement des valeurs d'entrée des actifs et passifs de chacune des entités combinées à leur valeur nette comptable, en distinguant valeurs brutes, amortissements et provisions éventuelles.

## **5) NOTES SUR L'ACTIF IMMOBILISÉ**

### **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

### **Immobilisations financières**

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires et droits d'entrée). Ces frais d'acquisition ne font pas l'objet d'un amortissement comme proposé à l'article 209 § VII du Code général des impôts.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

Dans le cadre des dispositions de l'accord de branche du 1<sup>er</sup> avril 1999 modifié par l'avenant n°1 du 19 mars 2007 et l'avenant n°2 du 25 février 2009, concernant la mise en place du compte épargne-temps (CET), l'association a ouvert un compte titres constitué de parts de fonds communs de placement (FCP) pour faire face à la dette relative au CET.

La gestion financière de ces engagements est confiée à une caisse paritaire nationale. Un prestataire commun pour tous les employeurs de la branche a été choisi pour la gestion des comptes épargne temps – CET - (Malakoff Humanis).

Ces parts de FCP sont comptabilisées en titres immobilisés, utilisables exclusivement au paiement



des droits affectés au CET. Elles peuvent faire l'objet d'un rachat lorsque les salariés font valoir leurs droits, dans les cas limitativement prévus par l'accord d'entreprise. Au 31 décembre 2024 ce portefeuille a une valeur comptable de 107 053 euro<sup>8</sup>, ne faisant l'objet d'aucune dépréciation.

Lors de la cession partielle des parts de FCP, afin de déterminer la plus ou moins-value comptable, la valeur de la fraction cédée est estimée au coût d'achat moyen pondéré (CMP).

Au 31 décembre 2024 une plus-value latente est constatée sur ces parts à hauteur de 5 806 euro.

## **Amortissements**

Les amortissements sont calculés selon le système linéaire en respectant les règles fiscales en vigueur en fonction de la durée d'utilisation estimée.

Les nouvelles normes comptables européennes sur les actifs ont été appliquées à nouveau cette année dans le respect de l'instruction M22.

Depuis 2023, les agencements des terrains sont amortis sur 15 ans ou 20 ans (durée fiscale) et, dans les comptes de l'établissement, respectivement sur 25 ou 40 ans (durée IAS/usage).

Historiquement les constructions et le gros œuvre ont été amortis sur 25 (durée fiscale) et 50 ans (durée IAS/usage), les menuiseries extérieures sur 25 ans. La méthode des composants a été appliquée depuis l'exercice 2005 alors qu'elles ne le sont, en vertu des dispositions du Code de l'Action Sociale et de Familles, que depuis 2007, avec le mode de calcul suivant : valeur résiduelle au 31 décembre 2004 sur la durée restante à courir (méthode prospective). Sur la période 1994-1997, les reconstructions ont été amorties sur 30 ans (durées fiscales et IAS). Depuis la fin des années 2000 les durées d'amortissements des constructions ont été modulées comme suit : le gros œuvre est amorti sur 20 (durée fiscale) et 40 ans (durée IAS/usage), les menuiseries extérieures, plomberie, électricité sur 20 (durée fiscale) et 30 ans (durée IAS/usage), les peintures, revêtements sol, honoraires sur 15 ou 20 ans (durée fiscale = durée IAS/usage).

L'allongement des durées d'amortissement entraine une dotation dérogatoire complémentaire de 34 308 euro et une reprise 3 023 euro, affectées en capitaux propres, pour maintenir les dotations au niveau du plan initial (fiscal).

Les mouvements de l'exercice sont détaillés pages suivantes :

- Voir le « Tableau des immobilisations »
- Voir le « Tableau des amortissements »

---

<sup>8</sup> L'association respecte les conclusions du Conseil de Madrid de décembre 1995 : « le nom de la monnaie doit être le même dans toutes les langues officielles de l'Union européenne ». Ainsi Euro n'a pas de « s » au pluriel, une marque différente suivant les langues (comme observable sur les billets de banque).



**Tableau des Immobilisations**
**Association La Chevalerie**

Multi-Dossiers : CHE - CHA - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Libellé	Valeur Brute Début d'Exercice 2024	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Valeur Brute Fin d'Exercice 2024
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais d'établissement	8 874			8 874
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés	26 789	24 625		51 414
Droit au bail				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Total Immobilisations incorporelles (I) :</b>	<b>35 663</b>	<b>24 625</b>		<b>60 288</b>
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains	15 245	111 300	534	126 011
Agencements et aménagements de terrains	34 244			34 244
Constructions	4 652 498			4 652 498
Constructions sur sol d'autrui				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	366 565	8 948		375 513
Autres immobilisations corporelles :	454 221	30 729	1 040	483 910
Installations générales, agencements, aménagements divers	192 164	5 762		197 927
Matériel de transport	87 471	15 000		102 471
Matériel de bureau et matériel informatique	73 709	3 627	948	76 388
Mobilier	100 877	6 339	92	107 124
Cheptel				
Emballages récupérables				
<b>Total Immobilisations corporelles (II) :</b>	<b>5 522 772</b>	<b>150 977</b>	<b>1 573</b>	<b>5 672 176</b>
<b>Immobilisations mises en concession (III) :</b>				
<b>Immobilisations en cours :</b>				
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes versés sur immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles		5 907		5 907
<b>Total Immobilisations en cours (IV) :</b>		<b>5 907</b>		<b>5 907</b>
<b>Entreprises liées - Parts et créances (V) :</b>				
<b>Participations et créances rattachées à des participations :</b>				
Titres de participation				
Autres formes de participation				
Créances rattachées à des participations				
Créances rattachées à des sociétés en participation				
Versements restant à effectuer s/titres de participation non libérés				
<b>Total Participations et créances rattachées à des participations (VI) :</b>				
<b>Autres immobilisations financières :</b>				
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activ. de p	16 119	2 669	2 349	16 440
Titres immobilisés (droit de créance)	96 613	10 440		107 053
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Prêts				
Dépôts et cautionnements versés	3 012	1 863	8	4 867
Autres créances immobilisées				
Actions propres ou parts propres				
Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés				
<b>Total Autres immobilisations financières (VII) :</b>	<b>115 744</b>	<b>14 972</b>	<b>2 357</b>	<b>128 359</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI+VII)</b>	<b>5 674 179</b>	<b>196 481</b>	<b>3 930</b>	<b>5 866 731</b>

**Tableau des Amortissements**

Association La Chevalerie

Multi-Dossiers : CHE - CHA - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Libellé	Amortissements Début d'Exercice 2024	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Amortissements Fin d'Exercice 2024
<b>Amortissements des Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais d'établissement	1 058	2 219		3 276
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés	23 598	5 258		28 856
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Total Amortissements Immobilisations incorporelles (I) :</b>	<b>24 656</b>	<b>7 476</b>		<b>32 132</b>
<b>Amortissements des Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains de gisement				
Agencements et aménagements de terrains	10 083	1 411		11 493
Constructions	3 273 612	123 024		3 396 636
Constructions sur sol d'autrui				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	260 645	22 884		283 529
Autres immobilisations corporelles :	319 231	35 594	956	353 869
Installations générales, agencements, aménagements divers	153 298	5 175		158 474
Matériel de transport	66 900	5 721		72 620
Matériel de bureau et matériel informatique	48 556	15 241	864	62 933
Mobilier	50 477	9 457	92	59 842
Cheptel				
Emballages récupérables				
<b>Total Amortissements Immobilisations corporelles (II) :</b>	<b>3 863 571</b>	<b>182 912</b>	<b>956</b>	<b>4 045 527</b>
<b>Amortissements Immobilisations mises en concession (III) :</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>3 888 227</b>	<b>190 388</b>	<b>956</b>	<b>4 077 659</b>

## 6) NOTES SUR L'ACTIF CIRCULANT

### Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués suivant les prix indiqués sur la dernière facture reçue du fournisseur. Aucune dépréciation n'est à prévoir.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances pour 25 584 euro, incluent :

➤ Sur des tiers (fournisseurs et partenaires)	2 701 €
➤ Sur le personnel	35 €
➤ Des produits à recevoir à hauteur de	22 848 €
• Remboursements sur formations	19 371 €
• Remboursements sur maintiens salaires	3 477 €

### Valeurs mobilières de placement

La trésorerie est placée essentiellement en OPC monétaires ou obligataires de capitalisation, comptabilisés au coût de souscription, soit 660 070 euro.

Depuis 2018, les mouvements d'OPC sont enregistrés selon la méthode comptable du Coût Moyen Pondéré (CMP).

Au 31 décembre 2024 la valeur acquise par l'ensemble de ces supports s'élevait à 717 588 euro dont une plus-value latente de 57 518 euro.

En garantie de l'emprunt bancaire souscrit en 2018, une partie du portefeuille titres (FCP de capitalisation) a été nantie. Fin 2024, le solde en compte s'élève à 163 808 euro (CMP d'origine).

Suivant les recommandations de la CNCC<sup>9</sup> concernant la comptabilisation du compte bancaire nanti, ces titres sont conservés en « Disponibilité » étant précisé, d'après les conditions de la convention signée, que : « *ledit nantissement fera l'objet d'un ajustement dégressif à hauteur de 60 % du capital restant dû [N-1...] sur demande expresse de l'Emprunteur, une fois par an* ».

Au 31 décembre N-1, la valeur acquise des titres nantis s'élevait à 183 302 €, pour une valeur minimum bloquée en garantie à 163 778 € et 153 221 € au 31 décembre N+2, soit 10 557 euro qui peuvent être considérés comme disponibles à moins d'un an et le solde à plus d'un an.

<sup>9</sup> Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes : Bulletin CNCC n° 183 - Septembre 2016 - n° EC 2016-13.

## Disponibilités

Les disponibilités pour 777 882 € sont constituées des comptes débiteurs suivants :

➤ quatre comptes courants bancaires ordinaires	243 360 €
➤ un livret bleu association	84 227 €
➤ un livret rémunéré	290 000 €
➤ un compte à terme 12-2025	100 000 €
➤ un livret solidaire	50 886 €
➤ un compte titres-espèces (sur CET)	987 €
➤ intérêts courus à recevoir	3 564 €
➤ trois caisses (espèces)	4 858 €

La trésorerie conserve un bon niveau, en lien avec la convention indiquée à la fin du point 9) Engagements financiers.

## Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance (9 835 euro) comprennent :

➤ Fournitures éducatives d'animation	413 €
➤ Contrats de maintenance	5 248 €
➤ Primes d'assurances	19 €
➤ Documentation	1 898 €
➤ Téléphone	156 €
➤ Prestations informatiques	2 101 €

Pour la répartition par échéances, page suivante :

- Voir l' « État des échéances des créances et des dettes »



Etat des échéances des créances et des dettes

Créances (a)	Montant brut (*) au 31 décembre	Échéances		Dettes (b)	Montant brut (*) au 31 décembre	Échéances		
		à 1 an au +	à + d'1 an			à 1 an au +	à + d'1 an	à + de 5 ans
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b> Créances rattachées à des participations Prêts (1) Autres immobilisations financières	128 359	305	128 055	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) (1) Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1) Emprunts et dettes financières divers (1)	757 182	71 745	256 441	428 996
<b>Créances de l'actif circulant :</b> Créances redevables et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres créances clients et fournisseurs débiteurs (a) Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes sociaux Etat et autres collectivités publiques Autres Charges constatées d'avance	121 119,23 1 016,74 35 22 849 1 684 9 835	118 966 1 017 35 22 849 1 684 9 835	2 154	Redevables créditeurs Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes sociaux Etat et autres collectivités publiques Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes (b) Produits constatés d'avance	79 112 206 471 224 353 68 731 899	79 112 133 878 191 613 56 898 899	0 33 692 15 195 5 492	
<b>TOTAL</b>	<b>284 898</b>	<b>154 690</b>	<b>130 208</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1 336 749</b>	<b>534 145</b>	<b>310 821</b>	<b>491 783</b>
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice	0			(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
(1) Montant des prêts récupérés en cours d'exercice	0			(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	75 980			
				(2) Dont ..... envers les sociétaires	0			

(\*) le montant à indiquer ici correspond à celui de la ligne du bilan  
(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours  
(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

## 7) NOTES SUR LES FONDS PROPRES ET LES DETTES

### Fonds propres

Le tableau (page 18) répond à l'ensemble des informations précédemment demandées au règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général et présente les variations des fonds propres de l'entité gestionnaire, en distinguant l'activité sociale et médico-sociale, tel que prévu à l'article 153-1 du règlement ANC n° 2019-04.

- a) Ressources définitives ou conditionnelles mises à disposition de l'entité et certaines ressources à caractère durable

Précisions complémentaires sur la situation nette des fonds propres :

- Réserves pour projet de l'entité (1068) à **1 083 367 euro** :
  - Réserves des établissements et services sociaux et médico-sociaux sous gestion contrôlée
    - Réserve affectée à l'investissement 615 770 €
    - Excédents affectés à la couverture du BFR (réserve trésorerie) 7 053 €
    - Réserve compensation déficits d'exploitation 150 886 €
    - Réserve compensation charges d'amortissements 114 658 €
  - Réserves pour projet de l'entité autres (hors gestion contrôlée)
    - Réserves propres des ISMS affectée à l'investissement 135 000 €
    - Réserves propres des ISMS de trésorerie 60 000 €
- Report à nouveau (11) pour **- 95 113 euro** :
  - Report à nouveau (RAN) sous gestion contrôlée (comptes 115)
    - Dépenses pour congés payés (1159 solde débiteur)<sup>10</sup> - 86 256 €
  - Report à nouveau hors gestion contrôlée (comptes 110, 119)
    - RAN des activités médico-sociales (compte 1195) - 9 697 €
    - RAN des activités associatives (compte 1105) + 840 €
- Résultat 2023 association (excédent) de **27 011 euro** (voir détail page 24).

Pour le récapitulatif des flux 2024, page suivante :

- Voir le tableau de « Variation des fonds propres »

<sup>10</sup> Dette pour congés payés, charges sociales et fiscales dues depuis le 1er janvier 1993.



Variation des fonds propres	À l'ouverture au 01/01/2024			Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture au 31/12/2024
	Montant global avec règlements ANC n°2018-06 et 2019-04	Correction par autorité de contrôle postérieure à l'arrêté	Montant global avec règlements ANC n°2018-06 et 2019-04				
Fonds propres sans droit de reprise	30 000		30 000	0			30 000
Fonds propres avec droit de reprise	0		0	0			0
Ecart de réévaluation	0		0				0
Réserves	1 038 517		1 038 517	44 850			1 083 367
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	852 517		852 517	35 850			888 367
Report à nouveau	-77 274		-77 274	-17 839			-95 113
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-68 448		-68 448	-17 808			-86 256
Excédent ou déficit de l'exercice	27 011		27 011	-27 011	17 130		17 130
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	18 042		18 042	-18 042	686		686
<b>Situation nette</b>	<b>1 018 254</b>	<b>0</b>	<b>1 018 254</b>	<b>0</b>	<b>17 130</b>	<b>0</b>	<b>1 035 384</b>
Fonds propres consommables			0				
Subventions d'investissement	205		205			205	0
Provisions réglementées	560 290		560 290		58 296	97 801	520 785
<b>Totaux</b>	<b>1 578 749</b>	<b>0</b>	<b>1 578 749</b>	<b>0</b>	<b>75 426</b>	<b>98 006</b>	<b>1 556 169</b>

## b) Autres ressources à caractère durable

Les autres ressources stables, permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et de renforcer sa trésorerie, s'élève à : **520 785 euro**. Elles sont exclusivement constituées de provisions réglementées et comprennent les dotations cumulées suivante :

- |  |           |
|--|-----------|
| • Des immobilisations antérieurement renouvelées   | 2 423 €   |
| Provision pour immobilisations encadrée par la convention signée en 2007 avec le Département (voir page 8 la note sur le compte 142) ; |           |
| • Les amortissements dérogatoires  | 465 541 € |
| • Les autres provisions pour produits financiers des ESSMS   | 3 442 €   |
| • Les autres provisions aux plus-values nettes d'actifs  | 49 379 €  |

## Fonds reportés et fonds dédiés

Au 31 décembre 2024, l'institution bénéficie d'une dotation pour fonds dédiés à hauteur de 45 000 € soumis à l'approbation de l'autorité administrative de tarification. Ce fonds est constitué pour un important programme baptisé « Trédome » de Transformation-Rénovation du Domaine de La Chevalerie. Sur la période 2025-2030, ce programme vise principalement à débiter plusieurs travaux immobiliers au sein de l'établissement médico-social, en vue d'améliorer la qualité de l'accompagnement (espaces rénovés ou reconstruits, isolation thermique et phonique, accessibilité...). L'aménagement de nouveaux terrains, mis à disposition par l'association à son établissement médico-social, est également prévu dans le cadre de ce programme.

## Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques s'élèvent à **46 085 euro**, principalement pour couvrir les nouvelles obligations légales ou réglementaires.

Le total des provisions pour charge à **411 795 euro** se décomposent comme suit :

- Depuis l'exercice 2012, une provision pour charges liées aux départs du personnel (retraite et droits assimilés, ruptures conventionnelles, licenciements pour inaptitude...) est comptabilisée. Elle est dotée pour 62 916 euro au titre de 2024 et une reprise a été pratiquée pour l'extinction, l'atténuation du risque ou lors de la réalisation des départs à hauteur de 122 286 euro portant le solde du compte 1588 « Autres provisions pour charges » à 261 263 euro ;
- Depuis 2016 une provision est constituée pour couvrir le risque de financement, de jours versés par le personnel de l'établissement au profit du CET, au cours d'un exercice avec pas suffisamment d'économies sur charges de personnel ou déficitaire. Au 31 décembre 2024 cette provision est dotée à hauteur de 39 600 euro.

Ces deux provisionnements ont été comptabilisés dans le cadre des économies réalisées sur les charges de personnel, comme prévu à l'article R314-45 du Code de l'Action Sociale et de Familles. A noter également dans ce même cadre législatif, le provisionnement de la dette certaine pour rémunérations à payer sur CET et pour charges patronales y afférentes (précisé page suivante).

- Les autres provisions pour charges d'un montant de 110 932 euro permettent de couvrir des dépenses exceptionnelles prévisibles (dont des coûts liés à la mise en place du Dossier Usager Informatisé-DUI, de PPV, d'accompagnement à la démarche RGPD, de communication...).

## Dettes

Au titre des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sur un total souscrit de 1 278 400 €, le capital restant dû au 31 décembre 2024 s'élève à 755 861 €, auxquels s'ajoutent les intérêts courus sur emprunts à hauteur de 702 € et les concours bancaires et soldes créditeurs de banques à hauteur de 619 euro.

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés incluent 24 064 euro de factures non parvenues.

La provision pour congés payés, charges sociales et fiscales y afférentes s'élèvent à 157 136 €.

L'association suit les recommandations de la CNCC<sup>11</sup> concernant la comptabilisation du compte épargne-temps (CET) dans les comptes annuels d'une association gestionnaire d'établissements du secteur social et médico-social :

*« En fin d'exercice, une dette certaine dans son principe est à comptabiliser en charges à payer, [...]. L'évaluation du montant à comptabiliser en charges à payer est faite sur la base du nombre de jours de congé converti en indemnité de congé sur décision du salarié en fonction du salaire à la clôture de l'exercice. [...] une estimation des charges patronales correspondantes devra être effectuée et comptabilisée [...]. Cette dette sera soldée lors de la prise de congé.*

*A chaque clôture, la dette provisionnée pour CET devra faire l'objet d'une réestimation en fonction du nombre de jours inscrits sur le compte épargne-temps et de l'évolution du salaire de la personne concernée. Il en sera de même pour l'estimation des charges patronales correspondantes. »*

Au 31 décembre la provision pour CET, charges sociales et fiscales y afférentes s'élèvent à 117 167 €.

Les indemnités CPAM perçues en 2024 non encore régularisées 31 décembre sont désormais comptabilisées au crédit du compte « Organismes sociaux produits perçus à régulariser » (4387) pour 10 441 €.

## Tableaux des flux au Passif

Les mouvements de l'exercice sont détaillés pages suivantes :

- Voir le : « Tableau des provisions, des dépréciations et des fonds dédiés »

---

<sup>11</sup> Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes : Bulletin CNCC n°176 (décembre 2014) n° EC 2012-53.



CA Tableau des provisions, dépréciation, fonds dédiés et réserves de compensation				Association La Chevalerie	
Multi-Dossiers : CHE - CHA - Périodes de : 01/2024 à 12/2024					
Prov., dép., fds déd. et rés. compens.	Montants 2023	Dotations de l'Exercice 2024	Reprises de l'Exercice 2024	Montants 2024	
Réserves de Compensation					
106856 - Des Déficits d'Exploitation	150 886			150 886	
106857 - Des Charges d'Amortissement	78 808	35 850		114 658	
Provisions Réglementées					
141 - Destinées à la Couverture du Besoin en Fonds de Roulement					
142 - Pour Renouvellement des Immobilisations	97 201		94 778	2 423	
143 - Provisions réglementées relatives aux stocks (ESSMS privés)					
144 - Provisions pour impôts (établissements privés)					
145 - Amortissements Dérogatoires	434 255	34 308	3 023	465 541	
146 - Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)					
147 - Plus-values réinvesties (établissements privés)	28 833	23 988		52 821	
148 - Autres provisions réglementées	290	3 152		3 442	
1483 - dont provisions réglementées pour produits financiers (ESSMS privés)	9 662			9 662	
14861 - dont réserves des Plus-Values Nettes d'Actif Immobilisé	18 882	20 835		39 717	
14862 - dont réserves des Plus-Values Nettes d'Actif Circulant					
Provisions pour Risques et Charges					
151 - Provisions pour Risques	46 585	3 500	4 000	46 085	
152 - Provisions pour charges sur legs ou donations (ESSMS privés)					
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (ESSMS privés)					
154 - Provisions pour restructurations (ESSMS privés)					
155 - Provisions pour impôts (ESSMS privés)					
156 - Provisions pour renouvellement des immobilisations (ESSMS privés)					
157 - Provisions pour Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices	427 973	142 598	158 776	411 795	
158 - Autres Provisions pour Charges					
Dépréciations					
29 - Dépréciation des Immobilisations					
39 - Dépréciation des Stocks et En-Cours					
49 - Dépréciation des Comptes de Tiers	2 254		100	2 154	
59 - Dépréciation des Comptes Financiers	8 923		8 923		
Fonds Dédiés					
191 - Fonds reportés liés aux legs ou donations					
192 - Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'ESSMS		45 000		45 000	
194 - Sur Subventions de Fonctionnement					
195 - Sur Dons Manuels Affectés					
196 - Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public					
TOTAL GENERAL	1 275 718	285 244	269 600	1 291 362	



## 8) NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### Information sur les produits octroyés par des autorités administratives<sup>12</sup>

L'institution médico-sociale a perçu des autorités administratives les produits suivants :

Concours publics et subventions nets perçus			
Nature des produits	Autorité administrative	2024	2023
Concours publics	Département de Loire-Atlantique (44)	60 860	63 102
Concours publics	Département de Maine-et-Loire (49)	3 424 608	3 365 304
Concours publics	Département de Seine-Maritime (76)	63 484	64 048
Concours publics	Département des Yvelines (78)	0	833
Concours publics	Département de l'Essonne (91)	64 346	64 048
Concours publics	Autres financeurs : ESMS (49)	3 526	945
Subvention d'exploitation	UE/État/Collectivités territoriales/CAF...	0	0
Subvention d'investissement	UE/État/Collectivités territoriales/CAF...	0	0
<b>Totaux</b>		<b>3 616 824</b>	<b>3 558 280</b>

### Information sur les contributions volontaires en nature (CVN)

L'association La Chevalerie bénéficie de contributions volontaires en nature, définie aux articles 211-1 et suivants<sup>5</sup>. En 2024, les CVN correspondent à :

#### a) Des contributions en biens

Aucun secours en nature n'a été reçu en don sur l'exercice, destinés à être redistribués ou consommés en l'état.

#### b) Des contributions en services

Aucune mise à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage ou fourniture gratuite de service n'ont été observées en 2023.

#### c) Des contributions en travail

L'essentiel des CVN reste sous la forme de travail non rémunéré, par :

- des **bénévoles gouvernants** (administrateurs et représentants des familles élus au CVS), depuis de nombreuses années ;
- des **bénévoles d'action** (personnes qui s'investissent dans une activité, une animation, une mission au bénéfice des adultes accompagnés et/ou de l'établissement et/ou de l'association), généralement dans le cadre d'une *Charte du bénévolat d'action* (mise en place en 2021), et d'une *Convention d'engagement réciproque* (signée individuellement avec chacun).

Ces contributions volontaires en nature sont comptabilisées en classe 8, depuis l'exercice 2021. Elles représentent un total de 1 077 heures de travail bénévole sur l'exercice (soit 0,59 ETP<sup>13</sup>) pour un total de 33 725 euro<sup>8</sup>, contre 997 h. au titre de 2023. Une hausse en lien la progression des activités avec les bénévoles d'action.

<sup>12</sup> Art. 431-9 du règlement ANC n° 2018-06

<sup>13</sup> ETP : Equivalent Temp Plein (soit 1 820,04 heures à l'année)

## Résultat comptable de l'association La Chevalerie

**Le résultat effectif global 2024** de notre institution, résultant de la combinaison des deux entités (activité médico-sociale et activités associatives), est un excédent qui s'élève à **17 130 euro**.

L'excédent ou déficit effectif global correspond « au résultat de l'exercice de l'entité gestionnaire corrigé des augmentations de contributions financières des autorités de tarification finançant les déficits des exercices antérieurs ou des diminutions de contributions financières des autorités de tarification reprenant les excédents des exercices antérieurs des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée » dénommées ci-dessous : Reprises du résultat antérieur\*. Art. 153-2 (ANC 2018-06).

<b>Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
RESULTAT COMPTABLE	17 130	27 011
Reprise du résultat antérieur*	0	10 000
<b>EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL</b>	<b>17 130</b>	<b>37 011</b>
<i>Dont résultat effectif sous gestion propre</i>	<i>16 444</i>	<i>8 969</i>
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée par AT</i>	<i>686</i>	<i>28 042</i>

## Résultat de l'activité médico-sociale

La proposition d'affectation du résultat 2023 a été modifiée par l'autorité de tarification (notification du 27 novembre 2024), indiquée dans la colonne « Accepté » et comptabilisée dans les présents comptes.

Le Conseil d'Administration en date du 16 avril 2025, tenant compte des dispositions relatives à la fixation des tarifs et à l'exécution du budget (art. R. 314-51 à 314-55 du CASF) propose, sous réserve de la décision finale du Conseil départemental de Maine et Loire, l'affectation du résultat effectif 2024 de l'établissement sous gestion contrôlée, comme suit :

<b>Exercice</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>	
<b>Autorité de Tarification (AT)</b>	<b>Proposé</b>	<b>Proposé</b>	<b>Accepté</b>
<b>Résultat sous gestion contrôlée (ou R. administratif à affecter)</b>	<b>686 €</b>	<b>28 042 €</b>	<b>28 042 €</b>
Report à nouveau des activités SMS (11502, 11503) ➤ Affectation en report à nouveau (solde créditeur)			
Report à nouveau des activités SMS (11590-solde débiteur)			
Charges des ESMS rejetées (11591) ➤ Dépenses refusées par l'autorité de tarification (AT)			
Charges des ESMS dont la prise en charge est différée (11592) ➤ Dépenses pour congés payés (baisse de la provision)	-3 216 €	-7 808 €	-7 808 €
Produits sur provisions antérieurement non retenues par AT : ➤ Reprises sur amortissements, provisions ou dépréciations			
Affectation en réserves (ou reprises sur réserves) des ESMS : ➤ Excédents et réserves affectées à l'investissement (1068522) ➤ Excédents affectés à la couverture du BFR (1068552) ➤ Réserves de compensation des déficits (1068562) ➤ Réserves de compensation des charges d'amortissement (1068572)	3 902 €	35 850 €	35 850 €
<b>Résultat administratif affecté</b>	<b>686 €</b>	<b>28 042 €</b>	<b>28 042 €</b>



## Résultat des activités associatives

Le résultat effectif en gestion propre au 31 décembre 2024 est un excédent de **16 444 euro**, affecté par décision du Conseil d'administration du 11 juin 2025, comme suit :

- 16 000 € en « Réserves propres de l'ISMS affectées à l'investissement » (106882) ;
- 444 € en « Report à nouveau » (par versement au compte 1105 « hors gestion contrôlée »).

## 9) ENGAGEMENTS FINANCIERS

### Engagements reçus

Aucun engagement reçu en 2024.

### Engagements donnés

Sur emprunts en cours :

- |                        |           |
|------------------------|-----------|
| ➤ capital restant dû : | 755 861 € |
| ➤ intérêts à échoir :  | 68 696 €  |

### Engagements en matière d'indemnité de fin de carrière

Le montant des droits acquis par les salariés (dette actuarielle) au titre de l'indemnité de départ à la retraite, évalué au 31/12/2024, s'élève à 299 670 euro réparti comme suit :

- |              |           |
|--------------|-----------|
| ➤ Cadres     | 53 798 €  |
| ➤ Non cadres | 245 872 € |

Sur ce montant, correspondant à la notion de dette actuarielle, une provision partielle pour charges liées aux départs en retraite (salaires + charges sociales et fiscales) de 165 111 euro a été comptabilisée, soit un solde d'engagement non couvert à hauteur de **134 559 euro**.

La méthode d'évaluation appliquée est celle des unités de crédit projetées (ou méthode du prorata des droits au terme). Elle est définie par la norme comptable européenne IAS n°19 révisée et par la norme FAS87 (norme US GAAP). Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Les hypothèses retenues pour le calcul de ces indemnités (dette actuarielle) sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 3,350 %, taux de rendement moyen des obligations d'entreprises de première catégorie (Obligations corporate AA) ;
- revalorisation des salaires ; taux dévolution cadre et non cadre : profil 1,5 % ;
- taux de charges sociales et fiscales patronales CADRES : 61,86 % ;
- taux de charges sociales et fiscales patronales NON CADRES : 49,97 % ;
- contribution employeur sur indemnités (depuis 1<sup>er</sup> janvier 2009) cadre et non cadre : 30 % ;
- modalités de calcul conformes à la convention collective de l'hospitalisation privée non lucratif ;
- application d'un taux de rotation du personnel (turnover) : moyen ;
- dernière table de mortalité établie par l'INSEE 2024 ;
- initiative du départ en retraite : salariés à 100 % (départ volontaire) ;
- âge de départ à la retraite (cadres et non cadres) : 65 ans.

## Engagements en matière de cogestion solidaire

L'association La Chevalerie est co-fondatrice et co-gestionnaire de deux associations partenaires :

- AVIE<sup>14</sup> gérée par les représentants de 9 foyers pour adultes en situation de handicap du Maine et Loire, afin de proposer des séjours de vacances adaptées et, depuis 2020, des prestations d'animation entrant dans le champ du divertissement, des activités physiques (sauf sport intensif) et/ou du loisir ;
- REH<sup>15</sup> gérée par 6 foyers de vie du Maine et Loire, ayant pour objet de favoriser d'autres formes d'expression et la rencontre des différences.



## Conventions

Depuis 2013, une : « *Convention relative aux modalités de financement par prix de journée globalisé des ESSMS accueillant des personnes adultes handicapées autres que SAVS et SAMSAH* », a été signée avec le Département de Maine et Loire pour une dotation fixe par douzième. Cette dotation globalisée est comptabilisée directement en produit.

Le compte « Départements redevables » (4103) contient au 31 décembre 2024 :

- Les créances dues par trois Départements hors Maine-et-Loire pour 63 710 € ;
- Une créance due par la MDA/Département de Maine-et-Loire pour 3 526 €.

Comme prévu à l'article 4 de cette convention : « les écarts de réalisation constatés à la fin d'un exercice [...] feront l'objet d'une régularisation le cas échéant au travers de la reprise de résultat [...]. » Toutefois, depuis l'arrêté des comptes 2022, cet écart n'est plus évalué par le Conseil départemental de Maine-et-Loire. Seul le taux d'occupation budgétaire prévu fait l'objet d'un suivi.

## 10) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### Effectifs de l'association

Au titre de l'exercice 2024, l'effectif total salarié est :

- en hausse à 58,04 ETP (contre 57,18 ETP en 2023), tous contrats confondus CDI + CDD ;
- de 56,84 ETP titulaires estimés auprès du Conseil Départemental (contre 56,35 ETP en 2023), soit un effectif physique de 65 professionnels, auxquels s'ajoutent 10% de la masse brute hors personnels administratif, direction et paramédical, accordés par l'Autorité de tarification pour les remplacements ;
- de 48,02 ETP titulaires réalisés en 2024 (contre 50,46 ETP en 2023) incluant des absences longues en cours d'année (congés sabbatiques, sans solde, maternité..) et d'autres non remplacées ;
- de 2,79 ETP (inchangé à 2,79 ETP en 2023) pour le personnel mis à disposition, pour la restauration collective de l'établissement, soit 3 professionnels détachés sur place.

<sup>14</sup> AVIE : Association Vacances Inter-Établissements (créée en 1990) agréée VAO (Vacances Adaptées Organisées) par la DRJSCS. Les 10 membres du réseau AVIE appartiennent à 6 institutions médico-sociales : ADAPEI 49, ALAHMI, La Chevalerie, La Ferme d'Activités des Mauges, Perce-Neige et Vyv3, qui bénéficient pour ces séjours adaptés d'un cofinancement du Conseil départemental de Maine-et-Loire.

<sup>15</sup> REH : Rencontres Expression Handicap (association loi 1901, créée en 1997).